

Un an après l'attentat du 14 juillet : à Nice comme ailleurs, sécurité et démocratie

Un an après le terrible attentat qui a ensanglanté la Côte d'Azur, le 14 juillet 2016, l'émotion reste vive, dans les Alpes-Maritimes et dans tout le pays. La CGT réaffirme toute sa solidarité envers les victimes, leurs familles et leurs proches.

De nombreux agents des services publics ont eu à intervenir ce soir-là et les jours suivants ; en première ligne, les policiers nationaux et municipaux, les pompiers et les personnels hospitaliers. Les agents de Nice et des autres collectivités locales, comme ceux des transports publics, sont également intervenus pour accompagner les victimes et leurs familles.

Tous nous ont donné une grande leçon sur ce qu'est le Service Public et la fierté d'être fonctionnaire, au moment où la population a le plus besoin de vous.

Dans ce contexte, il est particulièrement choquant de voir le gouvernement participer à la remise en cause du statut de la Fonction Publique, en annonçant notamment le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires. En ce sombre anniversaire, c'est à la fois injuste, inefficace et indécent !

Pour une vraie politique de sécurité

Le même gouvernement a fait voter une sixième prolongation de l'état d'urgence et envisage d'en pérenniser certaines dispositions, au travers d'une loi « Antiterrorisme » cet automne.

Soyons clairs. Rien n'a démontré l'efficacité de ces mesures, en matière de lutte contre le terrorisme. L'état d'urgence ne devrait pas être une affaire de communication politique et le vrai travail, comme le renseignement, ne se mène pas au travers des médias.

Par contre, ces mesures ont largement été utilisées pour tenter de museler le combat social et on peut craindre que leur inscription dans le Droit commun n'installe durablement une situation où les militant-e-s soient l'objet d'intimidations systématiques. Cela ne servira pas la sécurité mais desservira certainement la démocratie...

La CGT l'affirmait déjà il y a un an : « *La sécurité est un droit et c'est au Service Public de l'assurer. Mais encore faut-il une vraie politique de sécurité qui ne soit dictée ni par l'émotion immédiate, ni par des opportunistes politiques. Une telle politique, pour être efficace, doit intégrer toutes les composantes du Service Public : les diverses forces de police, les travailleurs sociaux, les pompiers, les associations de prévention, etc.* »

Au lieu de cela, le gouvernement et le (de nouveau) Maire de Nice s'emploient à une surenchère de mesures médiatiques comme la quasi-paralysie du centre-ville pendant plusieurs jours à l'occasion des cérémonies du 14 Juillet.

Déterminés pour le progrès social

Pour sa part, la CGT reste déterminée à combattre pour toutes les sécurités : celle des biens et des personnes, celle aussi de l'emploi et de la protection sociale, qui ne s'opposent pas et ne peuvent que s'épanouir ensemble dans un environnement démocratique.

C'est notre choix : celui de la solidarité entre les salariés et les populations – quelle que soit leur culture ou leur couleur de peau – celui du refus de la haine qui ne peut que nourrir tous les fanatismes.

C'est ce qui nous conduit à refuser le processus de régression sociale engagé par le gouvernement, en prenant rendez-vous le 12 septembre à travers tout le pays.

Le 13 juillet 2017